



Polycratie et action extérieure : Les ressorts de l'intervention nazie en Allemagne en 1936

Jean-François Berdah

► To cite this version:

Jean-François Berdah. Polycratie et action extérieure : Les ressorts de l'intervention nazie en Allemagne en 1936. Pouvoir civil, pouvoir militaire en Allemagne. Aspects politiques, sociaux et culturels, Nov 2011, Paris, France. pp.95-119. hal-00959767

HAL Id: hal-00959767

<https://hal.science/hal-00959767>

Submitted on 16 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Polycratie et action extérieure. Les ressorts de l'intervention nazie en Espagne en 1936

En hommage à Charles Bloch et Hellmuth Auerbach

Depuis plus de quarante ans, l'historiographie du III^e Reich n'a cessé de compléter et de renouveler connaissances et questionnements au sujet de l'État hitlérien et de l'idéologie national-socialiste, dont les conséquences tragiques pour l'Allemagne et l'Europe, ne cessent de troubler et d'interroger les chercheurs, en regard notamment des atrocités commises en Europe de l'Est au cours de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, comme le faisait remarquer Philippe Burrin en 1987 : « Loin de composer la mosaïque au dessin net, que pouvait attendre une conception naïvement positiviste de l'histoire, l'accumulation des connaissances n'a en rien réduit la multiplicité des interprétations, laissant en souffrance le problème de leur éventuelle intégration dans un cadre d'ensemble.¹ »

Tel est le cas tout particulièrement des travaux relatifs à l'organisation du régime hitlérien et au rôle singulier qu'Adolf Hitler a été amené à jouer au sein de la machine d'État national-socialiste, depuis surtout que Karl Dietrich Bracher ouvrit la voie à une nouvelle approche des événements lors de sa conférence inaugurale à la *Freie Universität Berlin*, le 9 juin 1955, intitulée : *Stufen totalitärer Gleichschaltung. Die Befestigung der national-sozialistischen Herrschaft, 1933/1934*, dans laquelle il soulignait l'ambivalence d'un pouvoir, tantôt dictatorial, tantôt pluraliste – compris dans le sens de « pouvoir partagé » –, très distant de l'image de toute-puissance donnée jusque-là par l'historiographie existante².

Depuis lors, les nombreux travaux publiés ont tantôt appuyé l'idée d'un pouvoir « monocratique », tantôt défendu celle d'un pouvoir « polycratique », avec pour conséquence dans les années 80 la « querelle des historiens » (*Historikerstreit*) bien connue entre « intentionnalistes » et « fonctionnalistes » [ou « structuralistes »], à laquelle ont participé de nombreux historiens, dont Eberhard Jäckel, Karl Dietrich Bracher, Horst Möller, Martin Broszat et Hans Mommsen, sans compter le philosophe Jürgen Habermas, qui défia le premier la communauté historique³.

Si on laisse de côté la polémique, qui a surtout visé à résoudre le débat central sur les crimes de l'Allemagne nazie, en particulier ceux liés à la « Shoah », qui pour les uns résultèrent d'un programme défini de longue date, inscrit dans l'idéologie et les « gènes » – pourrait-on dire – de son

¹ Burrin, Philippe, « Hitler dans le III^e Reich: Maître ou serviteur ? Martin Broszat et l'interprétation fonctionnaliste du régime nazi », *Vingtième siècle* 16/1987 : p. 31.

² Bracher, Karl-Dietrich, « Stufen totalitärer Gleichschaltung. Die Befestigung der national-sozialistischen Herrschaft, 1933/1934 », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* 1/1956 : pp. 30-42.

³ Voir « Historikerstreit ». Die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung, Munich : Piper, 7^e édition 1989 ; Husson, Édouard, Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949, Paris : PUF, 2000.

artisan principal, Adolf Hitler, et pour les autres d'un « processus de radicalisation cumulatif » lié à la chaîne des événements successifs qui ont mené à la « guerre totale », on remarquera que la politique étrangère du III^e Reich fut également abordée, et avec elle la question de savoir si Hitler, comme l'écrivait déjà Hans Mommsen en 1970, fut « un homme de l'improvisation, de l'expérimentation, de l'inspiration du moment⁴ », c'est-à-dire, « à bien des points de vue, un dictateur faible », dont les buts extérieurs n'auraient été dans le fond que le produit de décisions dictées par ses collaborateurs immédiats ou le contexte, et non le résultat d'une pensée logique conforme au programme développé en 1928 dans son second livre non publié [en fait, le troisième tome de *Mein Kampf*]. Dis autrement, pour reprendre les propos de Wolfgang Schieder : « Könnte es nicht sein, dass Hitler nicht so sehr konkrete Ziele wichtig waren als vielmehr die konstruierte Formallogik einer im übrigen keineswegs inhaltlich festgelegten und daher zu den überraschendsten Kursänderungen fähigen Expansionspolitik ?⁵ »

Dans cet esprit, toujours selon Mommsen, Hitler aurait été influencé de la manière la plus forte par son « environnement immédiat⁶ », à commencer par Hermann Göring, ministre de l'Air depuis 1934, en charge de la politique aérienne et économique du Reich deux ans plus tard, qui devait un rôle déterminant dans l'aide militaire apportée aux rebelles espagnols en juillet 1936. Le fait est, qu'en 1936, Hitler pouvait s'appuyer sur un grand nombre de collaborateurs en matière de politique étrangère, non seulement Göring déjà cité, dont le rôle ultérieur sera de plus en plus considérable, mais aussi Goebbels, l'un de ses confidents les plus écoutés, dont le rôle en la matière est « assez difficile à déterminer », selon Charles Bloch⁷, les documents étant plutôt muets à ce sujet, au moins jusqu'aux années de guerre ; ainsi que Himmler, Rosenberg, Hess et surtout Joachim von Ribbentrop, qui lui servit de fidèle intermédiaire et de conseiller favori pour sa « diplomatie secrète » dès 1933 avant de devenir plus tard, en 1938, ministre des Affaires étrangères⁸.

Acteurs et motivations de la politique extérieure national-socialiste

Si l'on détaille les instances en charge de la politique étrangère du Reich, ou exerçant des compétences reconnues en la matière, il existait aussi de nombreux rouages administratifs ou politiques qui participaient à l'élaboration et/ou à l'exécution des directives extérieures, et

⁴ Mommsen, Hans, « Rezension von Hans-Adolf Jacobsen : Nationalsozialistische Außenpolitik, 1933-1938 », *Militär-geschichtliche Mitteilungen* 1/1970 : p. 183.

⁵ Schieder, Wolfgang, « Spanischer Bürgerkrieg und Vierjahresplan. Zur Struktur nationalsozialistischer Außenpolitik », dans : Schieder, Wolfgang et Dipper, Christof (dir.), *Der spanische Bürgerkrieg in der internationalen Politik (1936-1939)*, Munich : NTW, 1976, p. 164.

⁶ Mommsen, Hans, « Hitler dans le système national-socialiste », dans : Mommsen, Hans, *Le national-socialisme et la société allemande. Dix essais d'histoire sociale et politique*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997, p. 86-88.

⁷ Bloch, Charles, *Le Troisième Reich et le monde*, Paris : Imprimerie Nationale, p. 65.

⁸ Voir Michalka, Wolfgang, *Ribbentrop und die deutsche Weltpolitik, 1933-1940. Außenpolitische Konzeptionen und Entscheidungsprozesse im Dritten Reich*, Munich : Wilhelm Fink Verlag, 1980.

constituaient *de facto* autant de centres de codécision, qui pouvaient, soit faciliter l'adoption des mesures à prendre « dans l'esprit du Führer⁹ », soit risquaient, le plus souvent, d'entrer en concurrence les unes avec les autres et d'entraver l'action de l'Allemagne, dès lors qu'elles avaient pour but de défendre leurs intérêts et de faire valoir leurs propres points de vue.

Le plus important de tous était l'*Auswärtige Amt*, c'est-à-dire le ministère des Affaires étrangères, que dirigeait Constantin von Neurath depuis juin 1932, un diplomate de carrière, conservateur, hostile à la République de Weimar, qui s'était rallié au nouveau régime hitlérien par haine du traité de Versailles, et qui approuvera la création d'une cellule national-socialiste, puis d'une « section juive » à l'intérieur de la Wilhelmstrasse¹⁰. La question de son maintien à la tête du ministère ne résultait pas seulement des pressions exercées par Hindenburg et von Papen pour qu'il soit maintenu à son poste¹¹, mais aussi de la volonté d'Hitler de donner une certaine image de continuité vis-à-vis de la communauté internationale. Comme l'écrit Wolfgang Michalka :

« Hitler war einerseits bemüht, in der ersten Phase seiner Regierungszeit das im Ausland aufkommende Misstrauen durch Verzicht auf einem jähen Umschwung der Politik zum entkräften. Andererseits besass die NSDAP keine entsprechende Organisation, die das erfahrene traditionelle Instrument der deutschen Diplomatie, das Auswärtige Amt, hätte ersetzen können, ja, nicht einmal die Fachleute, die den Ansprüchen des diplomatischen Dienstes gewachsen gewesen wären.¹² »

Sans doute conviendrait-il de nuancer ce dernier propos, car comme le déclarait Hitler lui-même à son entourage en 1933, celui-ci avait encouragé l'établissement de plusieurs institutions au sein du parti nazi, « qui essayèrent – écrit Hans-Adolf Jacobsen – de protéger jalousement leurs compétences, se dissimulaient leurs plans les uns les autres et conduisaient leur politique sans discussion préalable avec le second ou troisième organisme¹³ ». Lui-même avait d'ailleurs une piètre opinion des services extérieurs du NSDAP, au nombre de quatre en réalité, notant à leur sujet :

« Mangelnde Sprach – und Sachkenntnisse, grotesk anmutende Vorstellungen von der Effektivität eines Auslandsamtes, fehlende Auslandserfahrungen, beginnende Rivalitätskämpfe und unklare Kompetenzabgrenzungen waren die hervorstechendsten

⁹ Selon Werner Willikens, le secrétaire d'État prussien de l'Agriculture, il était, en effet, du « devoir de tout un chacun [...] d'essayer, dans l'esprit du Führer, de travailler dans sa direction. » Cité dans Kershaw, Ian, *Hitler. 1889-1936. Hubris*, Paris : Flammarion, p. 747.

¹⁰ Sur von Neurath et la diplomatie allemande des années 1933-1938 voir note 7, p. 76-84 et Berdah, Jean-François, « Diplomates et diplomatie durant l'entre-deux-guerres en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni (1919-1939) », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* 28-29/1998-1999, p. 87-124, pour une mise en perspective comparée.

¹¹ Neurath « jouissait de la confiance particulière et de l'amitié personnelle » de Hindenburg. C'est à sa demande que Hitler accepta de ne procéder à aucun changement de personnel « sans son assentiment personnel. » IfZ (Institut für Zeitgeschichte). MA 1300/1, *Die Beziehungen zwischen dem Auswärtigen Amt und der NSDAP*, 5 novembre 1945, p. 2.

¹² Note 8, p. 40.

¹³ Jacobsen, Hans-Adolf, *Nationalsozialistische Außenpolitik, 1933-1938*, Francfort/Main: Alfred Metzner, 1968, p. 13.

Merkmale der verschiedenen Abteilungen der Reichsleitung vor 1933, ganz abgesehen von den laufenden Etat-Schwierigkeiten.¹⁴ »

Quoi qu'il en soit, Hitler avait visiblement intérêt à conserver le plus longtemps possible la fiction d'une invariabilité de la politique étrangère qu'incarnaient à merveille von Neurath et ses collaborateurs immédiats, le secrétaire d'État Bernhard Wilhelm von Bülow, jusqu'à son suicide en juin 1936, puis au même poste Hans Heinrich von Dieckhoff, jusqu'en 1937, qui, comme le ministre, appartenait à l'aristocratie et avait été militaire avant d'embrasser la carrière diplomatique¹⁵. En vérité, leur ralliement au régime nazi avait vite atténué l'appréhension initiale du Führer et avait convaincu celui-ci de l'utilité de leur maintien, tant du moins que l'Allemagne ne serait pas prête à se lancer dans des projets ambitieux. Ainsi, malgré l'amputation de plusieurs de ses prérogatives, dont son service de presse et le département des questions culturelles, au bénéfice du ProMi ou *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda*, c'est-à-dire le nouveau ministère de la Propagande de Goebbels, l'*Auswärtige Amt* considérait encore que l'essentiel était sauf et que les missions principales qui étaient les siennes jouissaient toujours de la confiance du Führer¹⁶.

Cela était malheureusement de moins en moins le cas, comme les diplomates de carrière allemands allaient bientôt s'en rendre compte par eux-mêmes après l'abandon de la SDN en octobre 1933, puis l'échec de la conférence du désarmement en juin 1934, quand ils manifestèrent leur inquiétude relativement à un possible isolement de l'Allemagne et les premiers signes de scepticisme vis-à-vis des choix extérieurs de la chancellerie. Comme devait le dire Hitler le 30 octobre 1941, à l'occasion des propos de table :

« Sous le nom de “ministère des Affaires étrangères”, nous soutenons une organisation dont les fonctions sont de nous tenir informés de ce qui se passe à l'étranger – et nous ne savons rien. Nous sommes séparés de l'Angleterre par une tranchée large de trente-sept kilomètres, et nous sommes incapables de découvrir ce qui s'y passe ! Quand on étudie la question attentivement, on se rend compte que les énormes sommes englouties par le ministère le sont en pure perte¹⁷. »

Tel n'était pas le cas toutefois de Joachim von Ribbentrop qui, avant même de devenir son « ambassadeur spécial » en Grande-Bretagne et partout en Europe en 1935, avait déjà gagné sa confiance par son assurance, ses compétences linguistiques et ses nombreuses relations avec les

¹⁴ Cité dans *ibid.*, p. 4.

¹⁵ Sur Bernhard von Bülow et Hans Heinrich von Dieckhoff voir les biographies politiques qui leur ont été consacrées par Graml, Hermann, *Bernhard von Bülow und die deutsche Außenpolitik. Hybris und Augenmaß im Auswärtigen Amt*, Munich: Oldenbourg, 2012 et Taschka, Sylvia, *Diplomat Ohne Eigenschaften? Die Karriere des Hans-Heinrich Dieckhoff (1884-1952)*, Stuttgart: Franz Steiner, 2006.

¹⁶ Jacobsen, Hans-Adolf, « Zur Rolle der Diplomatie im Dritten Reich », dans : Schwabe, Klaus (dir.), *Das diplomatische Korps, 1871-1945*, Boppard am Rhein : Harald Boldt Verlag, 1985, p. 171-199.

¹⁷ Hitler's Table-Talk. Hitler's conversations recorded by Martin Bormann, Oxford: Oxford University Press, 1988, p. 101.

milieux d'affaires européens. C'est d'ailleurs parce qu'ils partageaient les mêmes convictions que Ribbentrop fut autorisé à créer sa propre agence diplomatique en 1934, la *Dienststelle Ribbentrop*, dans le but aussi de concurrencer et éventuellement de remplacer l'APA (l'*Außenpolitische Amt der NSDAP*) fondée par Alfred Rosenberg en 1931-1932, dont l'influence, limitée pour l'essentiel à la lutte contre la « juiverie mondiale » et le bolchevisme, avait fortement décliné à la suite d'un voyage désastreux en Angleterre en mai 1933 et en raison surtout de ses positions dogmatiques en matière de politique étrangère¹⁸. En l'espace de quelques mois, la *Dienststelle Ribbentrop*, théoriquement soumise à la tutelle de l'*Auswärtige Amt*, vit ses effectifs augmenter rapidement pour atteindre 160 collaborateurs en 1936, et élargit surtout ses compétences à un point tel que « sa sphère d'activité, selon Jacobsen, était pratiquement illimitée », pour devenir une sorte de « cabinet diplomatique bis » au service personnel et direct du Führer¹⁹.

De tous les organismes mentionnés, aucun n'eut pourtant plus d'importance dans l'intervention allemande que l'AO ou *Auslandsorganisation der NSDAP*, dont la fondation revenait à Gregor Straßer en 1931, mais qui ne prit ce nom définitif qu'en 1934 sous la direction de Ernst Wilhelm Bohle²⁰, un fervent partisan de la révolution national-socialiste aux ambitions démesurées. Selon le mémorandum qu'il adressa à son supérieur, Rudolf Heß, en décembre 1933, l'AO avait trois objectifs principaux à atteindre : 1°) devenir « l'unique agence compétente du parti pour tous les membres du parti vivant en dehors du Reich » ; 2°) prendre en charge « toutes les activités des agences du parti en Allemagne avec les organisations du NSDAP à l'étranger sans exception, pour être conduites par l'AO à Hambourg » ; enfin, 3°) « tous les membres du Parti conservant une adresse permanente en dehors de l'Allemagne, ou qui ont beaucoup voyagé à l'étranger, devraient rejoindre l'*Ortsgruppe* de leur lieu de résidence [à l'étranger].²¹ » Comme on peut le constater, l'*Auslandsorganisation* aspirait principalement à unifier tous les Allemands ethniques vivant hors des frontières allemandes dans le but d'en faire un instrument privilégié de l'action extérieure, tant sur le plan économique que politique, et il est évident que l'on ambitionnait également en haut lieu d'en faire un instrument de pouvoir pour ses dirigeants au sein de l'appareil d'État national-socialiste²².

En réalité, Ernst Wilhelm Bohle avait bien d'autres projets pour l'AO, celle notamment d'être un « outil diplomatique » au service du parti opérant bien d'autres fonctions, sans autre limite que le renseignement et l'espionnage qui restaient de la seule compétence de l'*Abwehr* et de la *Gestapo*, ou l'ingérence directe dans les affaires intérieures des pays de résidence. Pour autant, malgré ses 800

¹⁸ Michalka, note 8, p. 50-94.

¹⁹ Bloch, note 7, p. 66-68, 71-74.

²⁰ Son rang était celui d'un *Gauleiter*, dans la mesure où l'*Auslandsabteilung* avait reçu le statut de *Gau Ausland*, d'où le nom d'*Auslandsorganisation*. Voir Haussmann, Frank-Rutger, *Ernst-Wilhelm Bohle. Gauleiter im Dienst von Partei und Staat*, Berlin : Duncker & Humblot, 2009, p. 53-64.

²¹ PAAA (Politisches Archiv-Auswärtige Amt) R 27242, *Bohle à Heß*, 4 décembre 1933.

²² Pour une mise au point récente sur le sujet voir Koop, Volker, *Hitlers fünfte Kolonne. Die Auslands-Organisation der NSDAP*, Berlin : be.bra Verlag, 2009.

employés, experts et officiels, et ses dizaines de milliers d'affiliés à travers le monde, cette organisation n'avait aucun contrôle réel sur la politique extérieure de l'Allemagne et n'influait nullement le processus de décision, au grand dam de son chef charismatique²³. De fait, l'AO s'illusionnait totalement sur ses chances de faire des *Auslandsdeutsche* – ou *Volksgenosse* dans la terminologie officielle, estimés à « environ 35 millions » – des agents disciplinés et soumis aux ordres du NSDAP, notamment parce que ces derniers étaient dans l'ensemble peu réceptifs à la doctrine national-socialiste, comme en Europe, où 6 % à peine des *Reichsdeutsche* de l'étranger l'avaient rejoint²⁴.

La politique espagnole du III^e Reich jusqu'en juillet 1936

Comme on peut le voir, ce tableau – non exhaustif – des organes nazis dédiés à l'action extérieure confirme assez nettement l'organisation polycratique des compétences, de même que la rivalité inhérente à un mode de fonctionnement que favorisaient la dispersion des pouvoirs et l'affirmation d'individualités fortes, rétives au compromis et à la coopération. La question se pose néanmoins de savoir si Wolfgang Schieder – coéditeur avec Christof Dipper d'un ouvrage devenu classique, *Der Spanische Bürgerkrieg in der internationalen Politik (1936-1939)* en 1976 – a raison lorsqu'il conteste la capacité d'Adolf Hitler « non seulement de distinguer chacun des objectifs opératoires à court terme des objectifs stratégiques à long terme, mais aussi de les relier dans une relation rigoureuse d'un point de vue théorique ». Pour ce dernier, en effet, il est possible de distinguer deux niveaux très contrastés en matière de buts extérieurs : d'une part, celui relatif à la « solution finale », qui ne souffrait – selon lui – aucune médiation, et qui relevait de ses seules décisions et conceptions ; d'autre part, celui relevant de la politique générale, de « décisions concrètes » relatives à des « objets plus ou moins clairement délimités », pour lesquels Hitler faisait preuve d'une certaine flexibilité intellectuelle – il parle de « *Beweglichkeit des Denkens und Handelns, wie sie nur ein Politiker haben kann, dem jede moralische Bindung und politische Verantwortung fremd ist.* »²⁵

Si l'on applique cette vision des choses à l'intervention allemande en Espagne en 1936, ce qui est le but de Wolfgang Schieder, on ne peut que conclure avec lui de prime abord qu'il s'agit là d'une « leçon fasciste exemplaire de la politique extérieure polycratique²⁶ » mise en œuvre sous l'égide d'Adolf Hitler à partir de 1933. Or, rien n'est moins sûr si l'on prend soin d'étudier avec rigueur la suite des événements à l'origine de l'engrenage qui, en juillet 1936, vont décider de la

²³ Haussmann, note 20, p. 88. Selon Volker Koop, il existait en 1938 580 groupes locaux (*Ortsgruppen*), dans 82 pays, qui regroupaient quelque 51 000 membres.

²⁴ Schieder, note 5, p. 164.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*, p. 183.

décision irrévocable du *Führer* d'apporter son soutien au soulèvement factieux conduit par les militaires espagnols.

Il convient d'emblée d'écarter l'hypothèse d'une participation directe, voire d'une connivence, entre le régime hitlérien et les auteurs du coup militaire plusieurs mois avant son déclenchement, comme l'affirmaient Gordon Craig en 1953, Marion Einhorn en 1962 et plus récemment encore, en 1976, l'auteur espagnol Francisco Olaya²⁷. Depuis les travaux pionniers de Manfred Merkes, Hans-Henning Abendroth et Wolfgang Schieder, consacrés tous trois aux relations germano-espagnoles durant la guerre civile espagnole, et publiés respectivement en 1969, 1973 et 1976²⁸, une grande partie de la lumière a été faite sur le pourquoi et le comment de cet événement crucial, démontrant sans contredit possible qu'aucun organisme d'État national-socialiste ne fut impliqué dans la réalisation ou même les préparatifs du *pronunciamiento*. Bien plus, si l'on se réfère aux deux seuls ouvrages qui analysent dans le détail les relations entre l'Allemagne et l'Espagne durant l'entre-deux-guerres, le premier étant celui de l'historien espagnol Ángel Viñas publié en 1974, le second celui que nous avons édité en 2000, les deux non traduits en allemand²⁹, on se rend compte que la surprise des autorités berlinoises fut totale, et que malgré l'existence de nombreuses sources de renseignement dans la Péninsule et au Maroc espagnol, ni l'ambassade de Madrid, ni les agents allemands de l'*Abwehr*, ni même les membres de l'AO ne furent informés de quelconques préparatifs.

On est particulièrement frappé de la méconnaissance totale des événements en voie de préparation chez les diplomates allemands, y compris à quelques heures de leur déclenchement, qui s'explique avant tout par l'inquiétude du chargé d'affaires de l'ambassade de Madrid, Hans-Hermann Völckers³⁰, vis-à-vis d'un prochain coup d'État révolutionnaire, qu'il croyait entrevoir dans l'extrême division des forces politiques espagnoles et dans l'élimination programmée des partis d'extrême droite. À cet égard, seule la mort brutale de Calvo Sotelo, le 13 juillet 1936, semble éveiller un certain doute quant à l'éventualité d'un affrontement entre « fascistes » et

²⁷ Craig, Gordon A., « The German Foreign Office from Neurath to Ribbentrop », dans : Craig, Gordon A. et Gilbert, Felix, *The Diplomats, 1919-1939*, Princeton : Princeton University Press, 1953, p. 428-429 ; Einhorn, Marion, *Die ökonomischen Hintergründe der faschistischen deutschen Intervention in Spanien, 1936-1939*, Berlin : Akademie Verlag, 1962 ; Olaya, Francisco, *La comedia de la « no intervención » en la guerra civil española*, Madrid : G. del Toro, 1976, p. 19-65.

²⁸ Merkes, Manfred, *Die deutsche Politik im spanischen Bürgerkrieg, 1936-1939*, Bonn: Röhrscheid, 1969; Abendroth, Hans-Henning, *Hitler in der spanischen Arena. Die deutsch-spanischen Beziehungen im Spannungsfeld der europäischen Interessenpolitik vom Ausbruch des Bürgerkrieges bis zum Ausbruch des Weltkrieges, 1936-1939*, Paderborn: Schöningh, 1973; Note 5.

²⁹ Viñas, Ángel, *La Alemania nazi y el 18 de Julio*, Madrid: Alianza, 1974, 1977; Berdah, Jean-François, *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances (1931-1939)*, Paris: Berg, 2000.

³⁰ La gestion de l'ambassade d'Allemagne de Madrid avait été confiée à Hans-Hermann Völckers, le conseiller d'ambassade depuis 1933, après le départ pour Paris, au mois d'avril, de Johannes von Welczeck, l'ambassadeur en titre depuis 1926. ADAP (*Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik*), C. V.1, document n°133, p. 163, note n°1. Son remplaçant, le docteur Eberhard von Stohrer sera nommé plusieurs mois plus tard, mais trop tard pour qu'il puisse entrer en fonctions à cause de la guerre civile. Son installation en Espagne ne se fera que l'année suivante, en 1937, et à Salamanque, siège provisoire de la diplomatie franquiste.

« marxistes », mais sans que l'on puisse y déceler la moindre indication d'un futur soulèvement armé :

« ... D'une certaine manière – écrit-il – une clarification s'est produite grâce à l'assassinat. La conséquence immédiate a été une plus grande intégration du Front populaire (...) De la même façon, l'opposition de droite a resserré ses rangs (...) Mécontentement, danger et un grand désespoir poussent à l'explosion. Si pour l'instant il ne semble pas qu'un soulèvement dans la capitale puisse avoir de succès, la situation qui règne dans les provinces est beaucoup plus favorable à l'opposition dans de nombreux endroits, étant donné que les troupes ont été moins surveillées par les marxistes... »³¹

Plus symptomatique encore, les diplomates en poste à Berlin n'attachèrent qu'un intérêt très limité à la péninsule ibérique jusqu'à ce que Hitler en décide autrement, manifestant une extrême réserve vis-à-vis des événements espagnols, et ce pour trois raisons :

1°), parce que l'Espagne avait joué un rôle peu important dans la politique allemande au cours des années précédentes, tant sur le plan diplomatique que dans le domaine économique, malgré un sursaut d'intérêt à la fin de l'année 1934, puis en mars 1936, lié à la mise en œuvre du plan de Quatre Ans. Ainsi la péninsule ibérique, Portugal compris, dépendait-elle dans la pratique d'un seul rapporteur en titre, qui plus est en charge du Vatican, Karl Dumont, tandis que les relations économiques germano-espagnoles étaient confiées au conseiller de légation Sabath du *Gruppe (Abteilung) W II* de l'*Auswärtige Amt*³². Contrairement à ce que l'on observe à la même époque dans le cas du *Foreign Office* britannique, il est très vraisemblable que l'attention des fonctionnaires allemands fut absorbée par l'organisation des Jeux olympiques, prévus pour le mois d'août, ou dans le cas des services économiques par l'augmentation des droits de douane décidée par le gouvernement de Madrid au mois de mai et ses premières répercussions sur le commerce allemand d'exportation.

2°) parce que l'outil diplomatique allemand venait de connaître une réorganisation de ses structures au mois de mai 1936, dans le but de renforcer le contrôle d'un cercle étroit de fonctionnaires sur les départements les plus sensibles. Cette étape, symbolisée par la mort du secrétaire d'État von Bülow, allait ainsi marquer pour la Wilhelmstrasse la fin des derniers espoirs de pouvoir peser sur l'action extérieure allemande, au même temps qu'elle signifiait l'affirmation de nouveaux acteurs en marge du jeu diplomatique traditionnel.

Reste enfin, 3°) que l'année 1936 marque un tournant essentiel dans la politique étrangère hitlérienne, celui des décisions irrévocables³³, surtout après la remilitarisation de la Rhénanie, car si celle-ci avait été jusqu'ici à caractère plutôt « défensif », c'est-à-dire destinée à achever la politique

³¹PAAA, R 102987, Rapport n°2530 de Völckers à l'Auswärtige Amt, 15 juillet 1936.

³²ADAP, C. V.2, septembre 1936 (Anhang 1), p. 1098.

³³Bernd-Jürgen Wendt parle de « Entscheidungen ohne Umkehr ». Wendt, Bernd-Jürgen, *Außenpolitik und Kriegsvorbereitung des Hitler-Regimes*, Munich : DTV, 1987, p. 106.

de révision des traités mise en œuvre par la République de Weimar, cette stade était maintenant terminé » ; ce qui signifie qu'Hitler était prêt à envisager l'abandon de la diplomatie classique pour une action extérieure plus dynamique impliquant l'usage de la force, et si nécessaire la conduite d'une « série de petites guerres [...] contre un ennemi isolé », afin de rendre à l'Allemagne sa grandeur passée et mener à bien ses entreprises extérieures.

Ainsi, l'attitude de stricte neutralité adoptée d'emblée par la Wilhelmstrasse, malgré des nouvelles peu rassurantes en provenance de Madrid et de Malaga à partir du 23 juillet, obéit-elle directement à la position de principe maintenue par l'*Auswärtige Amt* depuis 1933, que rappelle Karl Dumont, le chef de la section espagnole, le 1er août 1936, à l'occasion d'une entrevue accordée au marquis de Portago, délégué à Berlin par le général Mola, tête pensante du coup d'État, au nom du gouvernement militaire de Burgos :

« L'Espagnol marquis de Portago s'est présenté à moi porteur de la lettre ci-jointe adressée à monsieur le ministre des Affaires étrangères concernant la notification du gouvernement militaire de Burgos (...) Il m'a demandé s'il pouvait obtenir confirmation de l'écrit. Je lui répondis que je regrettais de ne pas pouvoir exaucer son vœu. Nous avons – dis-je – des relations officielles avec le gouvernement espagnol de Madrid et ne pouvons pas par conséquent entrer en relation avec le gouvernement militaire, aussi longtemps que le premier demeurerait au pouvoir. La question d'une sympathie particulière ou d'une antipathie pour l'un ou l'autre des deux partis en conflit n'entre absolument pas en ligne de compte. Nous avons notre chargé d'affaires à Madrid auprès du gouvernement sur place et ne pouvons pour cela adopter aucune autre position, indépendamment de considérations de principe, ne serait-ce que dans l'intérêt de la protection des milliers d'Allemands vivant en Espagne³⁴ [...] »

La diplomatie allemande et le coup d'État du 18 juillet 1936

Comme cela est bien connu aujourd'hui, c'est donc par un autre canal que le contact entre les insurgés et le pouvoir nazi va devoir se faire, de façon très insolite par le biais de l'AO qui comptait alors plusieurs membres actifs au Maroc espagnol.

Les premiers, en effet, à être informés de l'insurrection militaire furent les rares résidents allemands encore présents sur place malgré les vacances estivales³⁵, parmi lesquels Johannes Bernhardt et Adolf Langenheim, dont les noms allaient rester associés au premier engagement matériel des autorités nazies en faveur de la "cause nationale". Outre le fait d'être commerçant, pour le premier, et ingénieur des mines, pour le second, ces deux hommes se distinguaient du reste de la colonie germanique de Tétouan par leur appartenance au NSDAP, et par là même à l'AO, dont

³⁴ADAP, D. III, 1^{er} août 1936, document n°22, p. 19-20.

³⁵Le consul d'Allemagne à Tétouan, Johannes Brosch, faisait aussi partie des heureux vacanciers ; ce qui montre bien que les diplomates en poste au Maroc ne se doutaient absolument pas de l'imminence d'un coup d'État. Abendroth, Hans Henning, *Mittelsmann zwischen Franco und Hitler. Johannes Bernhardt errinert 1936*, Marktheidenfeld : W. Schleunung, 1978, p. 14.

l'influence réelle était en réalité très faible au Maroc comme ailleurs, avec à peine 30 à 35 adhérents en 1936. Contrairement à ce que leur formation théorique aurait pu laisser supposer, le coup d'État fut vécu par les "agents nazis" comme une complète surprise et accueilli par eux non sans scepticisme, au point que Bernhardt n'apprit la réalité des faits que le lendemain matin et qu'il se contenta de passer un « dimanche normal », dans l'espoir que le soulèvement se traduirait par une victoire des rebelles. Ajoutons que la réaction des Allemands en poste en Espagne et aux Baléares ne fut guère différente de celle de leurs camarades installés au Maroc, à l'exemple d'Otto Bertram, agent de l'AO à Las Palmas et collaborateur assidu de l'*Abwehr*, qui s'opposa le 19 juillet à la saisie d'un appareil de la Lufthansa par les forces rebelles – alors que le soulèvement avait eu lieu la veille –, « soulignant qu'il lui était absolument interdit de se mêler des questions de politique intérieure d'un pays étranger.³⁶ »

Contre toute attente, c'est ce canal improbable qui devait servir d'intermédiaire au général Franco pour tenter, comme le firent d'autres chefs insurgés, de réactiver les liens qu'ils avaient pu établir au cours des années précédentes, tant en Italie qu'en Allemagne, voire en Grande-Bretagne. Dans le cas de l'Allemagne, deux démarches distinctes – mais néanmoins complémentaires – furent tentées simultanément : l'une en direction du général Kuhlental, l'ancien attaché militaire en poste à Paris et à Lisbonne, que connaissait parfaitement le colonel Beigbeder ; l'autre en direction d'Adolf Hitler lui-même, en sautant par dessus tous les échelons intermédiaires, grâce aux agents de l'AO.

Cette seconde démarche, la plus saugrenue ou extravagante, était le fruit d'un heureux concours de circonstances qui résultait d'une double opportunité, avec d'une part la présence sur place de Bernhardt et Langenheim, et d'autre part la saisie du Junkers 52 – le D-APOK, plus connu sous le nom de Max von Müller. Après diverses péripéties – qu'il n'importe pas ici de détailler³⁷ –, le Max von Müller se posa dans la nuit du 24 juillet sur l'aéroport militaire de Berlin-Gatow, et non sur celui de Tempelhof, ouvert aux vols civils, où des passagers de ce type seraient moins remarqués.

Les craintes formulées par Bernhardt avant le départ concernant l'attitude à attendre des milieux officiels allemands ne tardèrent pas à se vérifier³⁸. L'arrivée du D-APOK avait été annoncée dans l'après-midi par un télégramme de Wegener, en provenance de Tétouan, signalant la réquisition de l'avion sur ordre des officiers rebelles et résumant le pourquoi de sa mission :

³⁶L'insistance de Bertram à exiger la restitution de l'appareil tenait au fait qu'il représentait les intérêts de la Lufthansa dans l'archipel espagnol. En dépit de l'offre financière qui lui fut faite afin de garantir un éventuel risque ou accident, ce dernier s'efforça d'informer Berlin et de mobiliser les services consulaires en sa faveur. L'avion qui fut réquisitionné par les insurgés était un trimoteur de type Junkers 52, immatriculé D-APOK, qui devait servir à transporter la mission germano-espagnole auprès du *Führer* le 23 juillet suivant. Viñas, note 30, p. 315-330 ; Abendroth, note 29, p. 23-24.

³⁷Voir Viñas, note 30, p. 326-329

³⁸Comme il l'expliqua à Franco à plusieurs reprises, le seul moyen de parvenir directement auprès du *Führer* était de passer par le parti, car – dit-il – « tous les ministères me feraient attendre dans l'antichambre et s'efforceraient plutôt de faire en sorte que je n'atteigne pas Hitler. » Abendroth, note 35, p. 18.

« Avion D-APOK Lufthansa saisi hier à Palmas par gouvernement national espagnol a conduit aujourd'hui général Orgaz Tétouan et a reçu ordre de transporter un officier de l'air espagnol et deux ressortissants allemands Langenheim et Bernhardt éventuellement jusqu'à Berlin via Marseille en vue remise deux lettres manuscrites général Franco au Führer et Chancelier et au ministre de l'aviation du Reich.³⁹ »

Le ministère de la Guerre, qui était aussi au courant de la nouvelle, entra en contact le même jour avec l'*Auswärtige Amt*, afin d'esquisser une position commune dans cette affaire, car l'un comme l'autre des deux ministères étaient parfaitement conscients des implications que pouvait avoir un engagement de l'Allemagne aux côtés des rebelles, surtout si les livraisons d'armes à Franco, comme cela était prévisible, ne pouvaient se faire dans le plus parfait secret.

En l'absence temporaire de von Neurath, la position officielle de la diplomatie allemande fut définie dès le lendemain par Dieckhoff, son suppléant immédiat, en des termes qui laissent peu de place à l'équivoque :

«... Deux officiers [sic] appartenant aux insurgés espagnols sont arrivés hier à Tempelhof [sic, Berlin-Gatow] à bord d'un avion de la Luft-Hansa, qui veulent négocier avec nos services, sur ordre du général Franco, à propos de l'achat d'avions et de matériel de guerre [...] Les deux officiers sont porteurs d'une lettre du général Franco au Führer et chancelier du Reich qu'ils ont remise aujourd'hui à l'Auslandsorganisation, en même temps qu'une lettre de recommandation du groupe local de Ceuta [sic, Tétouan]. Déjà hier le ministère de la guerre du Reich s'était adressé à nous à ce sujet. Nous sommes d'accord avec ce dernier pour dire que les officiers ne doivent être reçus par aucun bureau militaire officiel [...] Il est absolument indispensable à mon avis que les services administratifs allemands et ceux du parti se montrent à ce stade parfaitement prudents vis-à-vis des officiers⁴⁰ [...] »

Cette dernière mention n'était pas innocente et s'adressait aux instances supérieures du parti, en l'occurrence à Bohle, le chef de l'AO, qui venait d'accueillir la petite délégation hispano-allemande au siège du mouvement. Conscient de l'extrême délicatesse de cette affaire, ce dernier avait reçu les émissaires de Franco avec une « prudence perceptible », en dépit de la « joie » et de la « camaraderie prononcée » dont il témoigna de prime abord⁴¹. Il est vrai que sa prétention à jouer les premiers rôles en matière de politique étrangère avait déjà conduit Bohle à de nombreux conflits avec les représentations diplomatiques allemandes, notamment en Amérique latine où son désir d'instruire et d'encadrer les colonies de *Volksdeutsche* dans un esprit national-socialiste se heurtait depuis quelques années à l'opposition de l'*Auswärtige Amt*⁴². De là, peut-être, son désir de ne pas faire de vagues inutiles...

³⁹ ADAP, D. III, *Télégramme n°6 de Wegener (Tanger) au AA*, 24 juillet 1936, document n°6, p. 9.

⁴⁰ ADAP, D. III, 25 juillet 1936, doc. n°10, p. 11-12.

⁴¹ Abendroth, note 35, p. 25.

⁴² IfZ, MA 1300/1, note 11, p. 8-16.

Ernst-Wilhelm Bohle et l'intervention nazie en Espagne

L'orgueil et l'ambition qui l'habitaient eurent toutefois raison de ses craintes, car il était absolument convaincu que lui seul pouvait permettre d'accéder au Führer. Ainsi, après quelques coups de téléphone, qui le mirent en contact avec Dieckhoff⁴³ et Rudolf Hess, Bohle parvint à obtenir une entrevue avec ce dernier, alors qu'il se trouvait en vacances dans la propriété de ses parents située en Thuringe. Accompagnés cette fois-ci du Dr. Kraneck et de Burbach, deux hauts dirigeants de l'AO, Bernhardt et Langenheim prirent l'avion privé du représentant officiel de Hitler à l'aérodrome de Gatow pour rejoindre Reichholdgrün le jour même⁴⁴.

L'empressement avec lequel Rudolf Hess accéda à la requête de Bohle tenait à l'évidence à la nature des relations qui les liaient l'un à l'autre, mais aussi à la portée qu'une telle entreprise pouvait avoir en termes de politique extérieure et de compétition interne entre les diverses branches de l'administration allemande. Quelques heures plus tard, Bernhardt, Langenheim et Kraneck, furent informés à leur « grande surprise » et à leur « plus grande satisfaction » que Hess avait décidé d'entrer en contact avec le Führer, ce qu'il fit dans l'instant, et que ce dernier était tout disposé à les recevoir le soir même à Bayreuth, où se déroulait comme chaque année le célèbre festival consacré à Wagner⁴⁵. Une fois sur place, il leur fallut attendre 22 heures et la fin de la représentation de Siegfried, à laquelle assistait le Führer, pour recevoir confirmation de ce que l'entrevue aurait bien lieu le soir même, à la Wahnfried Haus, la maison familiale de Wagner, où le chancelier avait l'habitude de résider durant le festival.

Une fois échangées les formules de politesse, Bernhardt prit brièvement la parole pour exposer en termes les plus directs possibles l'importance des enjeux idéologiques et militaires de la question espagnole, avant de convier Langenheim à remettre la lettre manuscrite du général Franco. Comme celle-ci était rédigée en espagnol, Hitler pria aussitôt Langenheim de lui en traduire le contenu, ce qu'il fit non sans nervosité. Le message en question comportait deux parties, la première soulignait le pourquoi du soulèvement militaire, à savoir « la lutte contre la démocratie corrompue dans notre pays et contre les forces destructrices du communisme » ; la seconde précisait la nature des besoins matériels de l'armée rebelle. Concernant ce dernier point, l'accent était surtout mis sur la nécessité de transporter au plus vite les troupes marocaines vers la Péninsule, en raison du « manque de loyauté de la Marine de guerre espagnole », et d'obtenir les moyens d'écraser les points de résistance sur la route de Madrid. Ainsi, la « commande » se composait-elle par ordre d'importance de « 10 avions de transport de la plus grande capacité », de 20 canons antiaériens de

⁴³C'est à ce moment là que Bohle reçut la mise en garde de l'*Auswärtige Amt* : «...J'ai aujourd'hui de la même manière fermement déconseillé au gauleiter Bohle, qui m'a téléphoné à ce sujet, de mettre en relation les deux officiers avec les services administratifs du parti et d'aider leurs plans en aucune façon. L'Auslandsorganisation se limitera donc à prendre livraison des lettres et le cas échéant à transmettre la lettre au Führer...». ADAP, D. III, *ibid.*, doc. n°10, p. 12.

⁴⁴Abendroth, note 35, p. 26-27.

⁴⁵Voir *ibid.* et ADAP, D. III, p. 4, note n°1.

20 mm, de 6 avions de chasse Heinkel, de « la plus grande quantité de mitrailleuses et de fusils, avec leurs munitions en abondance » et divers calibres de bombes jusqu'à 500 kg⁴⁶.

La carte d'Espagne, qui accompagnait la lettre et divisait schématiquement le pays en zones nationaliste et républicaine, suscita un vif intérêt chez le Führer et bon nombre d'interrogations auxquelles il fut difficile de répondre compte tenu du peu d'informations dont disposaient Bernhardt et Langenheim depuis leur départ pour Berlin. Son souci d'être parfaitement au courant de la situation rencontra la pensée de Wilhelm Brückner, son lieutenant personnel, qui lui tendit le dossier préparé par les services compétents⁴⁷. Comparant ses renseignements à ceux qui figuraient sur la carte, Hitler parvint très vite à la conclusion qu'il s'agissait d'un classique pronunciamiento, idée qu'il développa dans un de ces longs monologues dont il était coutumier, remontant l'histoire de l'Espagne sur plus d'un siècle sans trouver aucun militaire digne d'avoir été chef d'État. Dès lors, la question essentielle qui se posait était de savoir jusqu'à quel point la situation présente se distinguait des coups d'État précédents, et si l'*Alzamiento nacional* n'était pas autre chose qu'une réaction d'orgueil de la part de généraux ambitieux et impatients de conquérir le pouvoir.

Cet aspect du problème jouait un rôle primordial dans l'esprit de Hitler, car pour lui tout se résumait ou presque à la capacité individuelle des officiers espagnols et à la façon dont ils envisageaient de mener les opérations militaires. Or, deux éléments venaient contrarier sa vision personnelle des choses. La première était que les rebelles s'étaient retrouvés sans chef dans les premiers jours du soulèvement, après la mort de Sanjurjo, mais il y avait aussi fait plus grave qu'aucun successeur n'avait été désigné pour assumer la responsabilité de l'entreprise toute entière ; ce à quoi Bernhardt ne put répondre qu'en faisant l'éloge de Franco, en soulignant ses « succès considérables dans la guerre du Rif » et en rappelant son parcours unique au sein des forces armées. Tous ces éléments, ainsi que le rôle joué par Franco dans l'écrasement de l'insurrection des Asturies et l'appel à l'aide parallèle lancé à Mussolini, influèrent positivement sur le Führer qui prit finalement l'engagement de satisfaire aux exigences du général espagnol en mettant à sa disposition le matériel demandé. Certes, les moyens financiers dont disposait le commandement rebelle étaient très insuffisants à couvrir le paiement de la facture – quelque 12 millions de pesetas, soit environ 4 millions de Reichsmark –, mais cette question n'avait qu'une importance très relative en regard des enjeux militaires sur le terrain. C'est pourquoi Hitler renonça à exiger le moindre versement, ajoutant non sans une certaine emphase : « L'Allemagne peut de cette manière exprimer sa

⁴⁶ Cette lettre n'a pas été retrouvée dans les archives officielles, mais a pu être reconstituée de mémoire par Bernhardt lui-même. Malgré les réserves d'usage, ce texte est sans doute très proche de l'original. Voir Abendroth, note 35, p. 55 (Anhang A).

⁴⁷ Abendroth a clairement montré que l'assertion de Wolfgang Schieder, selon laquelle le document de la Wilhelmstrasse ne pouvait figurer dans le rapport parce qu'aucun de ses représentants n'avait été invité à Bayreuth, ne peut être légitimement retenue. Ce que Bernhardt confirme implicitement lorsqu'il explique qu'Hitler « donna clairement à entendre qu'il nourrissait quelque doute quant à l'état de la situation présenté par Franco et que ses propres informations étaient plus précises. » Abendroth, note 35, p. 29-30, 58, note n°22.

reconnaissance pour la neutralité maintenue durant la guerre mondiale de 14-18 et la noble attitude que l'Espagne a constamment montré vis-à-vis de l'Allemagne. »⁴⁸

L'urgence de la situation n'échappant pas à Hitler, celui-ci convoqua aussitôt le ministre de l'Air (*Luftfahrtminister*), le maréchal Göring, et le ministre de la Guerre (*Reichskriegsminister*), le général von Blomberg, qui attendaient toujours le repas de gala, afin de leur communiquer ses intentions et les enjoindre de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre pratique de l'opération sans perdre de temps. L'opposition initiale de Göring, fondée sur la crainte de complications internationales futures, disparut rapidement devant la détermination affichée par le Führer et la perspective d'entrer dans l'histoire comme le promoteur du premier pont aérien de l'histoire. Car, dans la mesure où l'aide octroyée se composait pour l'essentiel de matériel aérien, il était évident que Göring serait chargé de coordonner l'ensemble de l'opération⁴⁹. Pour compléter le dispositif, le sous-secrétaire de l'Air et bras droit de Göring, le général Milch, fut également mandé de rejoindre Bayreuth au plus vite, de même qu'un officier de marine qu'il n'a pas été possible d'identifier avec certitude, mais qui, en tout état de cause et en dépit de ce que certains auteurs ont pu écrire, ne pouvait être l'amiral Canaris⁵⁰.

Une fois fixées les modalités générales de l'intervention allemande – il était une heure et demie du matin, le 26 juillet 1936 –, l'entrevue se conclut rapidement, non sans que Hitler eût intimé l'ordre à Bernhardt d'observer le plus strict secret sur cette entreprise, et souligné l'attitude qui serait celle de l'Allemagne en cas de divulgation des informations en sa possession⁵¹. Au cours de la nuit, Göring prit les mesures nécessaires à l'exécution du plan qu'il baptisa du nom de l'acte final de l'opéra wagnérien *Die Walküre* : l'opération *Feuerzauber* (ou Feu magique) ; mesures qu'il compléta dans la matinée après une nouvelle réunion regroupant les principaux acteurs de sa mise en œuvre, à savoir, outre lui-même, Bernhardt, le général Milch et le contre-amiral Lindau, le commandant militaire de Hambourg, ville d'où devaient partir les premiers cargos à destination de l'Espagne. Conformément aux souhaits du Führer, vingt Junkers Ju 52, et non dix, comme l'avait demandé Franco, devaient être aussitôt préparés techniquement afin de voler d'une seule traite

⁴⁸ Viñas, note 30, p. 340-343.

⁴⁹ Abendroth, note 29, p. 31-34.

⁵⁰ Cette "légende" a été entretenue dans de nombreux ouvrages, y compris dans des ouvrages relativement récents et bien documentés, à partir de spéculations sans fondement. Abendroth et Viñas ont fait justice de cette interprétation. Bernhardt évoque de façon certaine la présence du capitaine de vaisseau Coupette, le chef de la Direction Générale de la Navigation Voir Höhne, Heinz, *Canaris. Patriot im Zwielicht*, Munich : C. Bertelsmann, p. 223-224 ; Abendroth, note 29, p. 33, 59, note n°27 ; Viñas, note 30, (1ère édition), p. 408-411, 422.

⁵¹ Hitler s'adressa à Bernhardt en lui disant : « Transmettez mes meilleurs vœux au général Franco pour l'écrasement du communisme. Quant à vous, cher membre du parti Bernhardt, vous devez vous engager à donner votre parole d'honneur de n'évoquer devant personne que vous m'avez vu, que vous m'avez parlé et que j'ai pris la décision d'aider Franco. Toute allusion de ce genre serait présentée comme un infâme mensonge. Et maintenant, que la chance vous accompagne ! » Abendroth, note 35, p. 34-35.

jusqu'au Maroc, tandis que six avions de combat et deux affûts antiaériens de 20 mm s'apprêtaient à prendre la mer pour assurer la protection aérienne des appareils de transport allemands⁵².

Conséquences et motivations de l'intervention militaire

Au-delà de son aspect purement matériel, l'opération *Feuerzauber* devait avoir, de par ses implications immédiates, une profonde incidence sur l'évolution politique du camp nationaliste espagnol, ainsi que sur les relations bilatérales futures entre l'Allemagne hitlérienne et l'Espagne franquiste. Premièrement, parce que la fourniture de matériel de guerre n'était pas destinée de façon générale aux insurgés, mais adressée personnellement à Franco, qui de ce fait allait devenir l'intermédiaire obligé de la coopération hispano-allemande⁵³. Cette décision résultait directement de la volonté exprimée par Hitler de renforcer la position dominante du général rebelle au détriment des autres chefs militaires : « Hitler avait en effet immédiatement compris – écrit Abendroth – que la dépendance des rebelles à l'égard des livraisons d'armes allemandes constituait un levier entre ses mains, grâce auquel il lui était possible d'amener au pouvoir l'homme que Bernhardt lui avait décrit comme le plus capable des généraux espagnols⁵⁴ ». Ensuite, parce que le soutien matériel et technique au camp nationaliste allait conduire dans les premiers jours de l'intervention allemande à la mise sur pied d'une société-écran – la *Sociedad Hispano Marroquí de Transportes* ou *Hisma* – qui allait prendre en charge progressivement l'ensemble du commerce germano-espagnol jusqu'à la fin de la guerre civile (et même au-delà), et permettre à l'Allemagne d'asseoir pour un temps sa domination économique sur la péninsule ibérique⁵⁵.

Bien que les motifs de l'intervention allemande, en particulier ceux de l'appui direct à Franco, demeurent encore aujourd'hui entourés d'un certain mystère, malgré les recherches récentes⁵⁶, il semble toutefois que les raisons de l'immixtion dans la guerre d'Espagne puissent être identifiées avec une relative certitude. Sans insister sur le caractère très singulier de la rencontre entre deux membres anonymes du NSDAP à l'étranger et la figure suprême du régime nazi,

⁵² Viñas, note 30, p. 343-345 ; Beumelburg, Werner, *Kampf um Spanien*, Berlin : Gerhard Stalling/Oldenburg, 1939, p. 22-23.

⁵³ Hitler aura l'occasion plus tard de regretter cette décision : « Si je n'avais pas décidé en 1936 de lui envoyer le premier de nos avions Junkers, Franco n'aurait jamais survécu. Aujourd'hui, son salut est attribué à Sainte-Isabelle ! [...] La mort de Mola a été la véritable tragédie de l'Espagne. Lui était le véritable cerveau, le véritable chef... » (1^{er} août 1942). *Hitler's Table-Talk*, note 17, p. 607-608.

⁵⁴ Abendroth, note 35, p. 34.

⁵⁵ Abendroth, note 29, p. 121-136, 237-258, 299-318 ; Berdah, note 30, p. 357-374 ; Ruhl, Klaus-Jörg, « L'alliance à distance : les relations économiques germano-espagnoles de 1936 à 1945 », *RHDGM*, n°18, avril 1980, p. 74-102.

⁵⁶ Voir Bernecker, Walter L., « La intervención alemana en la guerra civil española », *Espacio, Tiempo y Forma*, 1992, p. 79-90 ; Smyth, Denis, « Reflex Reaction : Germany and the Onset of the Spanish Civil War », dans : Preston, Paul (dir.), *Revolution and War in Spain 1931-1939*, Londres : Routledge, p. 243-265 ; Lentz, Christian, « La intervención de la Alemania nazi en la Guerra Civil española y la fundación de la HISMA/ROWAK », dans : Preston, Paul (dir.), *La República asediada. Hostilidad internacional y conflictos internos durante la Guerra Civil*, Barcelone : Península, 1999, p. 71-100.

comment ne pas être frappé de la rapidité et de l'assurance avec laquelle Hitler parvint à imposer en quelques heures la décision d'intervenir dans la guerre civile aux côtés de Franco ?

Sans doute doit-on expliquer ce réflexe premier par des considérations d'origines très diverses. Sur un plan idéologique, il est clair que l'orientation obscure et indécise prise par les militaires espagnols n'offrait guère d'attraction particulière pour l'Allemagne nazie. Le premier rapport envoyé par le conseiller d'ambassade Schwendemann, le 23 juillet, n'insiste-t-il pas sur le « manque d'unité idéologique » qui caractérise le camp nationaliste, alors que l'« étroite connexion entre la monarchie et le fascisme n'a pas pu se traduire en définitive par un mouvement populaire, faute d'une véritable autorité dirigeante (*Führerpersönlichkeit*) ? Pourtant, l'arrestation massive des francs-maçons et des communistes par le « gouvernement de la Révolution » [sic]⁵⁷ ne peut qu'encourager un rapprochement entre Berlin et Burgos, et inciter les services de police et de renseignement nazis (*Gestapo*, *Abwehr*) à développer leur collaboration avec leurs homologues espagnols en zone factieuse. Au reste, la crainte manifestée par les Allemands de voir l'Espagne se transformer en un satellite prisonnier de l'URSS bolchevique⁵⁸ nous semble peser d'un poids bien plus lourd dans la prise de décision que les soupçons – certes bien réels – manifestés à l'égard des autorités nationalistes, dont la dimension chrétienne est constamment affirmée, tant dans l'usage récurrent du terme *Cruzada* que dans la référence permanente à l'État catholique.

On pourrait ajouter – toujours sur un plan idéologique – que l'obsession stratégique de contenir la progression bolchevique en Europe s'accordait parfaitement à la nouvelle politique espagnole. L'apparition de gouvernements de Front populaire d'abord en Espagne, puis en France, constituait, en effet, une menace non négligeable, en cas de guerre, dans la mesure où la formation d'un bloc franco-espagnol d'obédience communiste remettait en cause sur son flanc occidental la sécurité d'un Reich mobilisé à terme contre l'URSS. Ce que Ribbentrop devait souligner en reprenant les propos du Führer :

« ... Il me dit que l'Allemagne ne devait accepter une Espagne communiste en aucune circonstance. Il avait le devoir, en tant que national-socialiste, de tout faire pour éviter cela [...] “Qu'une Espagne communiste vienne vraiment à s'établir et la bolchevisation de ce pays n'est plus qu'une question de jours, compte tenu de la situation actuelle en France. Et il ne restera plus alors à l'Allemagne qu'à “plier bagage”. Coincés entre le gigantesque bloc soviétique et un puissant bloc communiste franco-espagnol, nous ne pourrions pas arriver à grand-chose, dans le cas où Moscou déciderait d'intenter une action contre l'Allemagne.”⁵⁹ »

⁵⁷ ADAP, D. III, 25 juillet 1936, document n°9, p. 10-11.

⁵⁸ « Le parti fasciste “Falange Española” a été officiellement dissous par le gouvernement. Leur chef et une grande partie de ses membres ont été emprisonnés [...]. Elle est pour l'instant politiquement éliminée. Elle essaye maintenant de se réorganiser en secret et rencontre un certain succès, notamment auprès des organisations de jeunesse catholiques... ». PAAA, R 71888, 26 mars 1936.

⁵⁹ Ribbentrop, Joachim von, *Zwischen London und Moskau. Erinnerungen und letzte Aufzeichnungen*, Leoni am Starnberger See : Druffel, 1953, p. 88-89.

Si l'on considère ainsi que la péninsule ibérique pouvait être amenée à jouer, en temps utile, un rôle particulier aux côtés de l'Axe « dans la lutte finale pour la réorganisation de l'Europe »⁶⁰, et contre la France, l'ennemi héréditaire de l'Allemagne, on comprend mieux pourquoi la guerre d'Espagne prit très vite l'ampleur d'une lutte idéologique sans précédent, et comment celle-ci servit à justifier l'expansionnisme futur du III^e Reich. À cet égard, les informations recueillies par Welczeck, le 23 juillet, se faisant l'écho de rumeurs concernant la livraison par la France d'une trentaine de bombardiers, de plusieurs milliers de bombes et d'un grand nombre de canons de campagne, s'ajouteront certainement aux arguments déjà avancés pour accélérer la prise de décision du Führer⁶¹. Comme l'écrit Viñas, « un prétendu bloc franco-espagnol de Front populaire flirtant avec l'Union soviétique menaçait le développement ordonné de la politique allemande à venir [...], alors qu'Hitler se préparait [...] à entrer dans une nouvelle phase de l'action extérieure. »⁶²

Tous les spécialistes s'accordent, en effet, pour dire que le déclenchement de la guerre civile espagnole coïncida avec un changement de cap de la politique extérieure allemande au milieu de l'année 1936, faisant de l'action militaire non seulement le moyen le plus approprié à la reconquête des droits de l'Allemagne, dans le droit fil de la *Revisionspolitik* traditionnelle, mais aussi l'instrument des ambitions territoriales national-socialistes (*Expansionsplänen*). Dans ce contexte, Hitler prit le pari de provoquer les puissances occidentales, d'abord la France – dont il n'avait plus rien à craindre depuis mars 1936 – et surtout la Grande-Bretagne, dont il ne désespérait pas de faire une alliée dans son projet de domination du monde, octroyant à celle-ci une complète souveraineté sur les océans pour mieux dominer le continent européen.

Dans le même temps, il est plus que vraisemblable que Hitler ait vu dans une intervention militaire le moyen de consolider le camp des puissances fascistes, alors que les renseignements en provenance de Rome confirmaient l'engagement de l'Italie aux côtés des rebelles et l'acceptation de principe par Mussolini d'un rapprochement germano-autrichien, sur la base des accords signés le 11 juillet.

Reste que deux éléments supplémentaires ont fréquemment été utilisés dans la justification des buts hitlériens vis-à-vis de la guerre d'Espagne, à savoir la tentation de profiter de ce terrain d'action pour tester le matériel militaire et l'attrait pour les ressources naturelles espagnoles. Sans vouloir insister sur ces deux points, il est aujourd'hui indéniable, dans un cas comme dans l'autre, que leur importance ne se manifesta réellement qu'une fois la guerre véritablement engagée, et non dès son origine, comme cela a souvent été soutenu depuis le début du conflit. Dans le premier cas, parce que l'aide initiale ne fut constituée que d'avions de transports éprouvés et peu performants,

⁶⁰ Cité dans Abendroth, note 35, p. 36.

⁶¹ ADAP, D. III, 23 juillet 1936, document n°3, p. 6.

⁶² Viñas, note 30, p. 361.

les “fameux” Junkers Ju 52 ; dans le second, parce qu’au-delà d’un intérêt limité – les livraisons ne furent considérées à l’origine ni par Franco, ni par Hitler comme une aide gracieuse –, les prétentions allemandes à une participation active dans l’appareil de production espagnol ne se firent jour qu’à l’automne 1936. Au demeurant, la perspective de voir l’armée rebelle obtenir une victoire rapide et la parfaite normalité des relations économiques entre l’Espagne et l’Allemagne jusqu’en juillet 1936, enlèvent toute crédibilité à l’hypothèse d’un plan établi de longue date pour s’approprier les ressources naturelles de la péninsule ibérique⁶³.

Polycratie ou monocratie ?

De cette exposition rapide des événements, il est possible de tirer quatre éléments principaux de conclusion :

1°) Le processus de décision dans l’intervention allemande met clairement en évidence le rôle personnel d’Hitler, si l’on tient compte de l’absence remarquée de Bohle à la réunion de Bayreuth, ainsi que celle de Hess et de Ribbentrop, qui l’un et l’autre se trouvaient sur les lieux et auraient pu intervenir dans la discussion. L’envoi par Bohle de collaborateurs de second rang montre assez qu’il souhaitait surtout attirer l’attention du Führer sur l’AO et non apporter un soutien personnel à Franco qu’il ne connaissait pas et dont il ignorait l’importance réelle au sein de la junte militaire. Le fait que les discussions aient été menées en deux temps, selon le récit de Bernhardt, l’un des rares participants de cette rencontre, et qu’Hitler ne réunit autour de lui plus tardivement Göring, Blomberg, le ministre de la Guerre, ainsi que le capitaine de vaisseau Coupette, le chef de la Direction Générale de la Navigation, autrement dit trois responsables majeurs des trois armes, montre clairement que sa décision était déjà prise et qu’il importait désormais d’envisager les modalités pratiques de l’aide militaire destinée à Franco.

2°) Il est frappant de constater que la décision d’Hitler se heurta à l’opposition des représentants des « structures polycratiques », en premier lieu Göring, qui était inquiet des conséquences extérieures éventuelles pour la diplomatie allemande, notamment en Grande-Bretagne et en France, mais aussi Ribbentrop, qui eut l’occasion de marquer son désaccord vis-à-vis de l’engagement militaire dès le lendemain dans des termes similaires à ceux de Göring. Pourtant, ni l’un, ni l’autre ne parvint à lui faire changer d’avis. Au contraire, peut-on dire, par son insistance à vouloir combattre le communisme en Espagne pour des raisons idéologiques et stratégiques – la nécessité d’empêcher la formation d’un bloc communiste entre les deux Fronts populaires, et

⁶³ L’analyse des relations commerciales germano-espagnoles entre 1931 et 1936 contredit fortement l’importance de l’argument économique défendu par Schieder, car l’Allemagne n’eut durant cette période aucune difficulté pour obtenir les matières premières (ou les produits alimentaires) dont elle avait besoin. Au reste, le système du clearing lui permit de s’acquitter de ses importations sans devoir utiliser ses réserves en devises. Berdah, Jean-François, *La République espagnole entre l’Allemagne et le Royaume-Uni*, thèse de doctorat, Paris XII-Créteil, 1996, p. 414-502.

d'assurer ses arrières en cas de conflit à l'Est – Hitler affirme clairement sa volonté d'inclure la guerre d'Espagne dans sa stratégie extérieure globale et de faire de la péninsule Ibérique un atout supplémentaire pour l'Allemagne à moyen terme. Comme l'écrit Klaus Hildebrand :

« Alles in allem besteht in der *internationalen* Forschung trotz der Kritik der Revisionisten weitgehende Einigkeit darüber, daß Hitler im außenpolitischen Bereich noch deutlicher sichtbar als im prinzipiell parallelen Feld der Innenpolitik uneingeschränkt dominierte und daß seine Außenpolitik nicht, wie Martin Broszat annimmt, metaphorisch, also uneigentlich, sondern eigentlich, das heißt auf Verwirklichung angelegt war. Sie zielte auch nicht vornehmlich auf innenpolitische Integration, sondern auf außenpolitische Expansion und Rassenherrschaft, und sie war keineswegs Produkt gesellschaftlicher Dynamik, sondern besaß vergleichsweise hohe Autonomie, von der sich die (freilich oftmals zur Verselbständigung) drängende) Dynamik des nationalsozialistischen Regimes ableitete.⁶⁴ »

3°) L'analyse des motifs justifiant l'intervention militaire montre sans ambiguïté possible qu'Hitler mettait les considérations politiques et idéologiques au premier rang de ses priorités, bien avant d'improbables desseins économiques qui n'apparaissent pas dans les sources, comme l'affirme Schieder ; ce qui contredit l'importance supposée qu'aurait eu Göring dans le processus de décision, selon lui le véritable auteur de cette intervention, à la fois dans ses implications stratégiques – l'expérimentation des armes allemandes, notamment la Luftwaffe – et dans ses implications économiques – l'exploitation des ressources naturelles espagnoles. En réalité, l'étude des relations commerciales germano-espagnoles entre 1931 et 1936 montre que l'Allemagne n'eut durant cette période aucune difficulté pour obtenir de l'Espagne les matières premières (ou les produits alimentaires) dont elle avait besoin, à plus forte raison grâce au système du clearing, qui lui permit de s'acquitter de ses importations sans devoir utiliser ses réserves en devises⁶⁵. Le véritable acteur et promoteur de l'intervention allemande en Espagne ne fut donc pas Göring, mais bien Hitler, qui en la circonstance fut tout sauf un « dictateur faible » soumis à l'influence et aux pressions de son entourage immédiat⁶⁶.

Enfin, 4°) tout démontre contre l'avis de Schieder que l'intervention allemande, bien que résultant d'une décision improvisée et non calculée, fut d'emblée intégrée aux plans généraux d'Hitler et pensée de telle sorte qu'elle prenne en compte les intérêts à long terme du Reich. Il ne s'agissait pas à l'évidence d'une contribution ponctuelle et éphémère, mais d'une entreprise

⁶⁴ Hildebrand, Klaus, « Monokratie oder Polykratie ? Hitlers Herrschaft und das Dritte Reich », dans : Bracher, Karl Dietrich, Funke, Manfred, et Jacobsen Hans-Adolf (dir.), *Nationalsozialistische Diktatur, 1933-1945. Eine Bilanz*, Düsseldorf : Droste, 1983, p. 83.

⁶⁵ Berdah, note 63, p. 414-502 ; Schieder "*Spanischer Bürgerkrieg*... pp. 346-359.

⁶⁶ Cela corrobore les conclusions de Philippe Burrin relatives à « l'influence de ses lieutenants » sur le Führer : « Le fait même – écrit-il – qu'il était assailli de demandes de décision, y compris sur des points de détail, par ses paladins les plus proches, Goebbels ou Himmler, atteste le besoin constant qu'ils éprouvaient de s'appuyer sur son autorité et de sonder ses pensées. » Burrin, Philippe, « Charisme et radicalisme dans le régime nazi », dans : Rousso, Henry (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparée*, Bruxelles : Complexe, 1999, p. 91.

planifiée sur la longue durée, même si les étapes ultérieures n'étaient pas encore esquissées. Le fait qu'Hitler décida de lui-même d'expédier vingt avions de transport, au lieu de dix, ainsi que les avions de chasse destinés à assurer leur protection ultérieure, montre assez qu'il était prêt à tout faire pour favoriser la victoire des rebelles. Par ailleurs, en exprimant ses doutes vis-à-vis d'une victoire rapide des nationalistes, qu'il jugeait trop optimistes, Hitler avait tout de suite pris la mesure de la guerre civile et compris que ce conflit serait long et coûteux, à plus forte raison lorsqu'il souligne « l'aide militaire massive de la Russie et de la France au gouvernement de Madrid.⁶⁷ » On voit ainsi que l'improvisation ne signifie pas forcément l'indécision ou l'attachement pur à une « logique formelle », et que la capacité de prendre des décisions rapides n'implique pas nécessairement l'amateurisme ou l'à-peu-près.

En définitive, sans affirmer toutefois que ces conclusions puissent s'appliquer à l'ensemble des choix extérieurs, le cas de l'intervention allemande en Espagne à l'été 1936 atteste nettement de la capacité de décision d'Hitler, indépendamment de son entourage partisan, et même contre l'avis des hiérarques du parti et des différents organismes d'État. Il souligne aussi l'importance nouvelle de l'Espagne dans la stratégie globale du Reich, et la conviction d'Hitler que l'intervention militaire en Espagne permettra à l'Allemagne de compter sur un allié au sud de la France dans la guerre future qui se prépare, en cas de victoire probable des rebelles.

Jean-François Berdah
Université Toulouse 2-Le Mirail

⁶⁷ Abendroth, note 35, p. 31.